

Ukraine : le retour de la propagande de guerre
par Thierry Meyssan

Thierry Meyssan interrompt sa série de chroniques sur le conflit titanesque qui oppose la Russie aux États-Unis. Il s'adresse à tous pour casser les mensonges de la propagande de guerre.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 15 mars 2022

Deutsch ελληνικά English Español italiano Nederlands Português

Stepan Bandera (au centre) portant la Croix du Mérite allemand 2e classe avec épées. Il ne se prétendait pas nazi, juste « nationaliste » ukrainien. Dès 1935, Bandera prône la violence politique. Il fait assassiner une soixantaine de personnalités dont deux ministres polonais. Durant la Seconde Guerre mondiale, il organise l'extermination des intellectuels juifs et slaves. Le nouveau régime ukrainien a élevé des monuments à sa gloire dont un à Lviv, ville où il supervisa un massacre.

L'opinion publique occidentale est révoltée par la guerre en Ukraine et se mobilise pour porter secours aux Ukrainiens en fuite. Pour tous, c'est évident : le dictateur Poutine ne supporte pas la nouvelle démocratie ukrainienne.

Comme à chaque conflit, on nous explique que les autres sont les méchants, tandis que nous sommes les gentils.

Notre réaction est celle de gens abusés par la propagande de guerre parce qu'ils ne se souviennent pas des conflits précédents et ignorent tout de l'Ukraine. Reprenons à zéro.

Qui a commencé ?

Comme dans la cour de récréation lorsque nos camarades de classe se battaient entre eux, nous voulons savoir qui a commencé. Sur ce point, il n'y a pas photo : il y a huit ans, les États-Unis ont organisé un changement de régime à Kiev avec l'aide de groupuscules armés. Ces gens se disent « nationalistes », mais pas du tout au sens où nous l'entendons. Ils prétendent être de vrais ukrainiens d'origine scandinave ou proto-germanique et pas des slaves comme les Russes. Ils se réclament de Stepan Bandera [1], le chef des collaborateurs ukrainiens des nazis, l'équivalent de Philippe Pétain d'un point de vue symbolique pour les Français, mais surtout de Joseph Darnand et des soldats de la Division SS française Charlemagne. Les Ukrainiens, qui jusqu'à présent se considéraient tout à la fois d'origine scandinave et proto-germanique d'un côté, et slave de l'autre, les appellent des « néo-nazis ».

Ici, en France, le mot de « nazi » est une injure que l'on utilise pour n'importe quoi. Historiquement, c'est un mouvement qui prônait une vision raciale de l'humanité pour expliquer les empires coloniaux. Selon elle, les hommes appartiennent à des « races » différentes, on dirait aujourd'hui à des « espèces » différentes. Ils ne peuvent pas

avoir de descendance ensemble, comme les juments et les ânes. Dans la nature, ces deux espèces procréent des mulets, mais ceux-ci sont en général stériles. C'est pourquoi les nazis interdisaient les mélanges inter-raciaux. Si nous sommes de races différentes, certaines sont supérieures à d'autres, d'où la domination occidentale sur les peuples colonisés. Dans les années Trente, cette idéologie était considérée comme une « science » et était enseignée dans les universités, surtout aux États-Unis, en Scandinavie et en Allemagne. De très grands scientifiques l'ont défendue. Par exemple, Konrad Lorenz (Prix Nobel de médecine en 1973) fut un ardent nazi. Il a écrit que pour maintenir la race, il fallait extirper de la masse les homosexuels et les éliminer comme un chirurgien élimine une tumeur parce qu'ils mélangeaient leur patrimoine génétique avec celui d'autres races sans qu'on s'en rende compte.

Ces scientifiques n'étaient pas plus sérieux que ceux qui nous ont annoncé l'apocalypse durant l'épidémie de Covid-19. Ils avaient le titre de « scientifique », mais pas la démarche raisonnable.

La Russie moderne s'est construite sur le souvenir de ce que les Russes appellent la « Grande Guerre patriotique » et nous la « Seconde Guerre mondiale ». Elle n'a pas du tout le même sens pour eux que pour nous. Ici, en France, la guerre n'a duré que quelques mois, puis nous avons cru en la victoire nazie et nous sommes entrés dans la Collaboration. Nous avons vu les nazis et les Pétainistes arrêter, à partir de 1940, 66 000 personnes, généralement pour « terrorisme » (résistance). Puis à partir de 1942, arrêter 76 000 juifs parce qu'ils étaient d'une « race inférieure » et les envoyer à l'Est, en réalité dans des camps d'extermination. Au contraire, en Union soviétique, les nazis n'ont arrêté personne. Ils voulaient exterminer ou réduire en esclavage tous les slaves en trente ans afin de dégager un « espace vital » où ils pourraient édifier un empire colonial (Generalplan Ost). C'est pourquoi l'URSS a subi 27 millions de morts. Dans la mémoire russe, les nazis sont un danger existentiel, pas pour nous.

Lorsque ces gens sont arrivés au pouvoir à Kiev, ils ne se sont pas déclarés comme « nazis », mais comme « nationalistes » au sens de Stepan Bandera, qui lui aussi se disait « nationaliste » et pas « nazi », même faisait une surenchère par rapport à leurs intentions génocidaires contre les slaves et les juifs. Ils ont qualifié l'ancien régime de « pro-Russe », ce qui est factuellement faux, et ont interdit tout ce qui évoque la culture russe. Et d'abord, la langue russe. Les Ukrainiens étaient majoritairement bilingues, parlant à la fois le russe et l'ukrainien. Tout d'un coup, on disait à la moitié d'entre eux qu'ils ne pourraient plus parler leur langue à l'école et dans les administrations. La région du Donbass, très russophone, s'est soulevée. Mais aussi la minorité hongroise qui recevait un enseignement dans sa propre langue et qui a été soutenue dans sa revendication par la Hongrie. Les Ukrainiens du Donbass ont exigé que les districts de Donetsk et de Lougansk puissent disposer d'un statut d'autonomie et retrouver leur langue. Ces préfectures (oblast en russe) se sont déclarées républiques. Cela ne voulait pas dire qu'elles aspiraient à l'indépendance, mais uniquement à l'autonomie,

comme la République de Californie aux États-Unis ou les anciennes républiques de l'URSS.

En 2014, le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel mirent les gens de Kiev à une même table que ceux du Donbass et négocièrent les accords de Minsk. Ce sont la France, l'Allemagne et la Russie qui en sont les garants.

Kiev a toujours refusé de les appliquer bien qu'il les ait signés. Au lieu de cela, il a armé des milices « nationalistes » et les a envoyées se faire les nerfs à la limite du Donbass. Toute les extrémistes occidentaux sont alors venus tirer le coup de feu en Ukraine. Ces paramilitaires étaient le mois dernier, selon le gouvernement de Kiev, 102 000. Ils forment le tiers de l'armée ukrainienne et sont intégrés aux Forces de défense territoriales. 66 000 nouveaux « nationalistes » —quoiqu'étrangers— viennent d'arriver en renfort, du monde entier, à l'occasion de l'attaque russe.

Durant les huit ans qui nous séparent des accords de Minsk, ces paramilitaires ont tué 14 000 personnes au Donbass, selon le gouvernement de Kiev. Ce chiffre inclut leurs propres pertes, mais elles ne sont pas nombreuses. La Russie a diligenté sa propre commission d'enquête. Elle n'a pas recensé que les morts, mais aussi blessés graves. Elle a trouvé 22 000 victimes. Le président Poutine parle à leur sujet de « génocide », non pas au sens étymologique de destruction d'un peuple, mais au sens juridique de crime commis sur ordre des autorités contre un groupe ethnique.

C'est là que le bât blesse : le gouvernement de Kiev n'est pas homogène et personne n'a clairement donné l'ordre d'un tel massacre. Cependant la Russie tient les présidents Petro Porochenko et son successeur Volodymyr Zelensky comme responsables. Nous le sommes aussi puisque nous étions garants des accords jamais appliqués de Minsk. Oui, nous sommes coresponsables de cette hécatombe.

Le pire est à venir. Le 1er juillet 2021, le président Zelensky, qui armait les paramilitaires « nationalistes » et refusait d'appliquer les accords de Minsk, a promulgué la Loi n°38 sur les peuples autochtones [2]. Elle garantit aux Tatars et aux Juifs karaïtes (c'est-à-dire ne reconnaissant pas le Talmud) l'exercice de leurs droits, notamment celui de parler leur langue, mais pas aux slaves. Ceux-ci n'existent pas. Ils ne sont protégés par aucune loi. Ce sont des Untermenschen, des sous-hommes. C'était la première fois, depuis 77 ans qu'une loi raciale était adoptée sur le continent européen. Vous vous dites qu'il y a des organisations de défense des Droits de l'homme et qu'elles ont dû protester. Mais rien. Un grand silence. Pire : les applaudissements de Bernard-Henri Lévy.

Dmytro Yarosh. Derrière lui le drapeau de Stepan Bandera : noir et rouge frappé du Trident ukrainien. Agent des réseaux stay-behind de l'Otan. En 2007, il réalisa l'alliance des néo-nazis européens et des jihadistes moyen-orientaux contre la Russie. Il joua un rôle central lors du changement de régime de 2014. Il est aujourd'hui conseiller spécial du chef des armées ukrainiennes.

Pourquoi le recours à la guerre ?

Notre vision des événements est déformée par nos préjugés. C'est plus encore marqué dans les États baltes et les pays anciennement écrasés par la « doctrine Brejnev ». Ces peuples imaginent a priori que les Russes sont les héritiers des Soviétiques. Or, les principaux dirigeants soviétiques n'étaient pas russes. Joseph Staline était Géorgien, Nikita Kroutchev Ukrainien etc, et même Léonid Brejnev était Ukrainien.

Tant que les républiques de Donetsk et de Lougansk étaient ukrainiennes, le massacre de leurs habitants était une question exclusivement ukrainienne. Nul n'était autorisé à les protéger. Cependant, en signant les Accords de Minsk et en les faisant entériner par le Conseil de sécurité des Nations unies, la France et l'Allemagne ont pris la responsabilité d'y mettre un terme. Ce qu'elle n'ont pas fait.

Le problème a changé de nature lorsque, le 21 février 2022, la Russie a reconnu l'indépendance des deux républiques du Donbass. Le massacre de ses habitants n'était plus une question intérieure, mais internationale. Le 23 février, le Conseil de sécurité se réunissait à nouveau alors que l'armée russe se préparait à intervenir. Lors de la réunion, le Secrétaire général de l'Onu, António Guterres, n'a contesté ni la légitimité de la reconnaissance russe des républiques du Donbass, ni celle de l'intervention militaire russe contre les néo-nazis. Elle a juste demandé à la Russie de laisser encore une chance à la paix [3].

Le droit international n'interdit pas la guerre, mais tente de la prévenir. Or, cette réunion du Conseil de sécurité n'ayant rien donné, la Russie était en droit de venir en aide aux habitants du Donbass massacrés par les néo-nazis. Ce qu'elle a fait le lendemain, le 24 février.

Le président Vladimir Poutine, qui avait déjà attendu huit ans, ne pouvait plus remettre à plus tard. Non seulement parce que chaque jour des gens meurent, non seulement parce que l'armée ukrainienne préparait un vaste massacre le 8 mars [4], mais parce que le droit russe le rend personnellement responsable de la vie de ses concitoyens. Préparant leur éventuel exode, la grande majorité des habitants du Donbass ont acquis la citoyenneté russe au cours des dernières années.

L'exode de 2 millions d'Ukrainiens

Comme lors de toutes les guerres de l'Otan, nous assistons à la fuite de la population. Pour les Français cela rappelle l'exode de 1940 face à l'avancée des troupes allemandes. C'est un phénomène de panique collective. Les Français croyaient que la Reichswehr allait commettre les mêmes viols de masse qui avaient été attribués au début de la Première Guerre mondiale à la Deutsches Heer. Mais les Allemands étaient disciplinés et ne se livrèrent pas à ce type de violence. Finalement, la fuite des Français sans but n'avait aucune raison objective, que la peur.

L'Otan, depuis la guerre du Kosovo, a développé le concept d'ingénierie des mouvements de population [5]. En 1999, la CIA a organisé le déplacement, en trois jours, de plus de 290 000 Kosovars de Serbie vers la Macédoine. Si vous avez plus de trente ans, vous vous souvenez des vidéos épouvantables de cette longue file de gens, marchant les uns derrière les autres, sur des dizaines de kilomètres, le long de lignes de chemin de fer. Il s'agissait de faire croire à une répression ethnique par le gouvernement de Slobodan Milošević et de justifier la guerre qui arrivait. Les Kosovars ne savaient pas pourquoi ils fuyaient, mais pensaient trouver un avenir meilleur là où ils allaient. Il y a sept ans, vous vous souvenez de l'exode des Syriens. Il s'agissait d'affaiblir le pays en le privant de sa population. Cette fois, il s'agit de toucher vos émotions avec des femmes et des enfants, sans faire partir les hommes que l'on requiert pour combattre les Russes.

Chaque fois, nous sommes bouleversés. Mais ce n'est pas parce que les Kosovars, les Syriens ou les Ukrainiens souffrent qu'ils ont tous raison.

L'Union européenne accepte tous les réfugiés ukrainiens. Les États de l'espace Schengen acceptent toutes les personnes qui se présentent comme fuyant la guerre en Ukraine. Selon l'administration allemande, environ un quart de ces « réfugiés », qui assurent sur l'honneur travailler et habiter en Ukraine, dispose non pas de passeports ukrainiens, mais algériens, biélorusses, indiens, marocains, nigériens ou ouzbeks ; des personnes qui manifestement profitent de la porte ouverte pour être enregistrées légalement dans l'Union européenne. Aucune vérification de leur séjour préalable en Ukraine n'est effectuée. Pour le patronat allemand, c'est une régularisation qui ne dit pas son nom.

Nous devons nous demander pourquoi le peuple ukrainien ne manifeste pas son soutien à son gouvernement. Lors de la guerre du Kosovo, les habitants de Belgrade avaient veillé jour et nuit sur les ponts de la ville pour empêcher que l'Otan les bombarde. Lors de la guerre de Libye, plusieurs millions de personnes s'étaient rassemblées à Tripoli pour manifester leur soutien au Guide Mouamar Kadhafi. Lors de la guerre de Syrie, un million de personnes avaient exprimé leur soutien au président Bachar el-Assad. Cette fois : rien. Au contraire, on nous dit que des équipes de la Défense territoriale chassent les « saboteurs russes infiltrés », alors que l'OSCE atteste qu'il n'y avait aucun soldat russe en Ukraine avant le début de l'opération.

Sur la vidéo du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporijjia, on ne distingue aucun tir sur la centrale elle-même.

Le choc des images

Nous aurions dû apprendre des guerres précédentes que la première victime est toujours la vérité. Depuis la guerre du Kosovo, l'Otan est devenue maîtresse de la propagande de guerre. À l'époque, on avait changé le porte-parole de l'organisation à Bruxelles. Son remplaçant, Jamie Shea, détaillait chaque jour une histoire exemplaire,

soit sur les horreurs des criminels serbes, soit sur l'exemplaire résistance des Kosovars. À l'époque, je publiais un quotidien par fax, le Journal de la Guerre en Europe. Je résumais les déclarations de l'Otan et les dépêches des petites agences de presse des Balkans. Chaque jour, je voyais les deux versions s'éloigner un peu plus l'une de l'autre. Dans mon esprit, la vérité devait être entre les deux. Une fois la guerre finie, on s'est rendu compte que les propos de Jamie Shea étaient de la pure invention destinée à noircir les colonnes des journaux crédules, tandis que les dépêches des petites agences de presse des Balkans disaient la vérité. Et celle-ci n'était pas en faveur de l'Otan.

J'aborde donc le consensus médiatique occidental avec une certaine méfiance. Par exemple, lorsqu'on nous explique que la Russie bombarde une centrale nucléaire, je pense aux mensonges du président George W. Bush sur les armes de destruction massive du tyran « Saddam ». Ou lorsqu'on nous explique que les Russes viennent de bombarder une maternité à Marioupol, je me souviens des bébés koweïtiens enlevés dans leurs couveuses par les horribles soldats iraqiens. Et lorsqu'on m'assure que le méchant Poutine est fou et ressemble à Hitler, je me souviens de la manière dont nous avons traité Mouamar Kadhafi ou le président Bachar el-Assad.

C'est pourquoi je ne prends pas ces allégations au sérieux. Les soldats ukrainiens de l'île aux serpents n'ont pas été massacrés sous les bombes comme le prétendait le président Zelensky, il se sont rendus aux armées russes, comme il l'a admis plus tard. Le mémorial juif de Babi Yar n'a pas été détruit par les Russes qui respectent toutes les victimes de la barbarie nazie. La centrale de Zaporijjia n'a pas plus été bombardée. Elle était gardée depuis plusieurs jours par des équipes mixtes russes et ukrainiennes. D'ailleurs l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé qu'il n'y avait jamais eu de danger radio-actif. La maternité de Marioupol n'a pas non plus été bombardée. Elle avait été évacuée trois jours plus tôt et transformée en caserne du Régiment Azov (néo-nazis) ainsi que l'avait signalé à ce moment là la Russie à l'Onu.

Alors quand on me dit qu'il faut tuer le « dictateur » Poutine, je reste de marbre.
Les batailles

Comment ne pas remarquer que les images que nous voyons des « batailles » victorieuses de l'armée ukrainienne sont toujours les mêmes ? Comment ne pas remarquer que l'on n'y voit que quelques véhicules détruits ? Nos reporters de guerre n'ont-ils jamais vu de vraies guerres ? Nous n'interprétons pas les images en fonction de ce que nous y voyons, mais des commentaires qui les accompagnent.

Depuis une semaine, on nous explique que l'armée russe encercle Kiev à quinze kilomètres alentour, qu'elle progresse tous les jours (mais reste néanmoins à quinze kilomètres) et va donner l'assaut final. Quand on nous explique que le « dictateur » Poutine veut la peau du gentil président Zelenski (qui arme les néo-nazis et a promulgué la loi raciale), je prends du recul.

Les armées russes n'ont jamais eu comme projet de prendre les grandes villes. Elles s'en tiennent d'ailleurs à l'écart (sauf Marioupol). Elles combattent les paramilitaires « nationalistes », les néo-nazis. En tant que Français, partisan de la Résistance face aux nazis, les armées russes ont donc toute mon admiration.

L'armée russe applique en Ukraine la même tactique qu'en Syrie : encercler les villes qui servent de refuge aux ennemis, puis ouvrir des couloirs humanitaires afin de faire fuir les civils, et enfin pilonner les combattants qui restent à l'intérieur. C'est pourquoi les paramilitaires néo-nazis bloquent ces couloirs et empêchent la population de fuir. C'est le principe des boucliers humains.

Il s'agit d'une guerre de mouvement. Il faut faire vite. Les troupes russes se déplacent en camions et en blindés. Il ne s'agit pas de batailles de chars. Ceux-ci sont aujourd'hui inopérants sur les théâtres d'opération. Nous avons vu, en 2006, le Hezbollah réduire en épaves les Merkavas israéliens. Les troupes russes se déplacent en véhicules à moteur, c'est pour cela qu'elles ont des blindés. Comme nous avons fourni des dizaines de milliers de missiles anti-tanks à l'armée ukrainienne, paramilitaires néo-nazis compris, nos armes les détruisent comme elles détruisent leurs camions. Ce ne sont pas des batailles, juste des embuscades.

L'Etat d'Israël ne s'y est pas trompé : le Premier ministre Naftali Benett a conseillé au président Zelensky d'accepter les conditions russes de paix. A savoir, non pas de déposer les armes, mais de détruire tous les monuments dédiés à Stepan Bandera et d'arrêter les nazis qui ont été incorporés dans la Défense territoriale ukrainienne.

Trois nouveaux problèmes

Comme si la situation n'était pas assez compliquée, le président Zelensky a annoncé lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich, juste avant la guerre, son intention d'acquérir la Bombe atomique, en violation de la signature de son pays du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Puis, les armées russes ont saisi et publié un document de travail du gouvernement de Kiev planifiant une attaque militaire de la Crimée et du Donbass, le 8 mars.

Enfin, l'armée russe a mis à jour une quinzaine de laboratoires de recherche en armes biologiques qui travaillaient pour le Pentagone. Elle a annoncé qu'elle allait publier la documentation saisie et a détruit 320 conteneurs d'agents pathogènes. Les États-Unis, qui sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, la respectent chez eux, mais la violent à l'étranger. Des documents avaient déjà été publiés il y a deux mois par une journaliste bulgare. Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères a demandé au Pentagone de s'expliquer sur les 330 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays. Le département d'État a alors démenti ces pratiques. Mais la sous-secrétaire d'État, Victoria Nuland, auditionnée au Sénat, a reconnu que le Pentagone collaborait à ces

programmes entrepris à l'étranger et qu'elle était inquiète à l'idée que ces recherches tombent dans des mains russes. Lorsque la Russie a porté l'affaire au Conseil de sécurité, les Occidentaux ont retourné ses accusations contre elle, l'accusant de préparer une attaque biologique sous faux-drapeau. De son côté l'Organisation mondiale de la Santé a indiqué avoir été prévenue de recherches biologiques civiles ukraino-US et avoir demandé à l'Ukraine de détruire ses agents pathogènes pour prévenir leur dissémination.

Ainsi donc, l'Ukraine, qui entretient plus de cent mille « nationalistes » et les a incorporées à sa « Défense territoriale », puis a adopté une loi raciale, travaille sur des armes biologiques illégales et espère acquérir la Bombe atomique. Nous avons choisi d'oublier les exemples de courage de Jean Moulin et de Charles De Gaulle et de soutenir le président Zelensky !

Thierry Meyssan

Version à imprimer RSS Facebook Twitter WhatsApp Viber

Restez en contact

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

Abonnez-vous à notre lettre hebdomadaire

Depuis 27 ans le Réseau Voltaire milite pour une pratique de la liberté de pensée, de l'égalité en droits et de la fraternité d'armes. Désormais traduits en plusieurs langues, nous sommes devenus une source d'analyse des Relations internationales utilisée par de nombreux diplomates, militaires, universitaires et journalistes dans le monde.

Nous ne sommes pas seulement des journalistes, mais aussi et surtout des citoyens engagés qui défendons la Charte des Nations Unies et les 10 principes énoncés par les Non-Alignés à Bandung. Nous ne promouvons pas une idéologie ou une vision du monde, mais nous cherchons à développer l'esprit critique de nos lecteurs. Nous privilégions la réflexion sur la croyance, les arguments sur les convictions.

[1] Après avoir participé à des massacres de juifs avec les SS, Stepan Bandera fut arrêté par les nazis en 1941 et interné dans une prison pour VIP. Puis, il fut libéré pour participer activement avec les SS à la lutte contre les Soviétiques. Il n'a jamais été un adversaire idéologique des nazis, mais a toujours collaboré avec eux contre l'URSS. Voir Stepan Bandera : The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist, Fascism, Genocide, and Cult, Grzegorz Rossoliński-Liebe, Ibidem (2014).

[2] « Про корінні народи України », Відомості Верховної Ради (ВВР), 2021, № 38, ст.319.

[3] Conseil de sécurité, 8974e séance, ONU, 23 février 2022.

[4] Document : « Les plans d'attaque secrets ukrainiens » (source : ministère russe de la Défense).

[5] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, *Civil War Journal*, Volume 10, Issue 1, July 2008. "Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in *Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy*, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in *Coercion : The Power to Hurt in International Politics*, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.